

RCS : MONTAUBAN

Code greffe : 8201

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MONTAUBAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1980 B 00101

Numéro SIREN : 319 822 953

Nom ou dénomination : SODIBAG

Ce dépôt a été enregistré le 01/02/2019 sous le numéro de dépôt 237



Grégoire BUNOT

Marc SOUCARRE

Christian PALVADEAU

Experts - comptables associés
Commissaires aux comptes

Laurence GOYEC

Geneviève DURANTEAU

Rachel LEROUX

Experts - comptables

Thomas BASTHISTE

Commissaire aux comptes

Cabinet Vilaine et Associés ■

Société civile d'expertise comptable et de commissariat aux comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région des Pays de Loire
Membre de la Compagnie Régionale de Rennes

SODIBAG

Rue de l'Abbaye
82000 MONTAUBAN

S.A. au capital de 500 000 €
R.C.S. MONTAUBAN 319 822 953

COMPTES ANNUELS

Exercice du 1^{er} Mars 2016 au 28 Février 2017

Tél 02 40 92 66 00

Fax 09 55 27 66 00

■ cva@cvaexperts.fr

6, avenue Jacques Cartier. 44800 Saint-Herblain

B.P. 30123. 44817 Saint-Herblain Cedex

Membre d'une association agréée. Règlement par chèque accepté
TVA : FR 63 330 356 700. RCS Nantes 330 356 700 000 22



BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois			Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	37 690 341	15 096 828	22 593 513	24 268 156
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	603 592	58 378	545 213	706 446
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	63 327	58 378	4 948	8 821
FONDS COMMERCIAL (1)	540 265		540 265	697 624
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 742 480	14 804 382	17 938 097	19 206 502
TERRAINS	6 127 419	948 179	5 179 239	5 281 700
CONSTRUCTIONS	17 116 673	7 098 633	10 018 040	10 794 918
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	7 195 344	5 214 643	1 980 701	2 430 161
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 303 042	1 542 925	760 116	699 721
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	4 344 269	234 067	4 110 201	4 355 208
PARTICIPATIONS	1 589 096	219 799	1 369 297	1 389 096
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	1 181 149		1 181 149	1 381 087
TITRES IMMOBILISES DIVERS	1 489 399	14 268	1 475 130	1 468 363
PRETS	44 624		44 624	76 661
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	40 000		40 000	40 000
ACTIF CIRCULANT	14 046 099	2 000	14 044 099	13 804 519
STOCKS ET EN-COURS	8 776 417		8 776 417	8 541 306
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	24 977		24 977	28 892
MARCHANDISES	8 751 439		8 751 439	8 512 414
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	2 942 627	2 000	2 940 627	3 280 063
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	108 234	2 000	106 234	121 952
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 834 392		2 834 392	3 158 111
CREANCES DIVERSES (3)	1 706 100		1 706 100	1 473 688
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				51 249
DISPONIBILITES	366 116		366 116	182 382
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	254 837		254 837	275 829
TOTAL GENERAL	51 736 441	15 098 828	36 637 612	38 072 676
(1) Dont droit au bail			68 602	68 602
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an			1 254 279	966 045



BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	10 931 307	10 827 409
CAPITAL	500 000	500 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	1 804 090	1 804 090
RESERVES	7 920 519	7 672 688
RESERVE LEGALE	50 000	50 000
AUTRES RESERVES	7 870 519	7 622 688
RESULTAT DE L'EXERCICE	706 697	850 630
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	10 931 307	10 827 409
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 867	92 867
PROVISIONS POUR RISQUES	100 867	92 867
DETTES (1)	25 605 438	27 152 399
DETTES FINANCIERES (2)	16 232 187	17 607 202
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	16 145 103	17 523 044
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	87 084	84 158
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	129 791	122 566
DETTES D'EXPLOITATION	8 996 537	9 128 150
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 280 279	6 429 755
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 647 590	2 627 379
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	68 668	71 016
DETTES DIVERSES	246 921	294 479
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES	796	
AUTRES DETTES DIVERSES	246 124	294 479
TOTAL GENERAL	36 637 612	38 072 676
(1) Dont à plus d'un an	11 793 088	13 335 522
Dont à moins d'un an	13 812 350	13 816 877
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	2 091 165	2 048 103



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION VENTES DE MARCHANDISES PRODUCTION VENDUE (BIENS) PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	86 218 245 84 266 429 86 030 1 110 921	88 846 046 86 152 890 85 116 949 720
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	85 463 382	87 187 728
REPRISES SUR PROVISIONS TRANSFERTS DE CHARGES AUTRES PRODUITS	4 100 502 757 248 006	9 250 922 277 726 790
CHARGES D'EXPLOITATION ACHATS DE MARCHANDISES VARIATION DES STOCKS ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS VARIATION DES STOCKS AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*) IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES SALAIRES ET TRAITEMENTS CHARGES SOCIALES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES AUTRES CHARGES	84 564 873 65 166 716 (239 025) 188 530 3 914 7 592 685 1 536 994 6 588 883 1 882 847 1 805 006 2 000 8 000 28 320	87 351 286 67 037 728 (399 187) 227 826 2 391 7 825 188 1 583 244 7 098 505 1 935 893 1 795 489 4 100 70 000 170 104
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 653 372	1 494 760
PRODUITS FINANCIERS PARTICIPATIONS VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT	26 312 16 527 2 275 7 509	232 388 218 725 1 367 11 994 300
CHARGES FINANCIERES DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	679 205 19 799 659 406	945 975 945 975
RESULTAT FINANCIER	(652 893)	(713 586)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 000 479	781 173



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS SUR OPERATIONS EN CAPITAL	8 987 8 987	297 711 297 711
CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPERATIONS DE GESTION SUR OPERATIONS EN CAPITAL DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	25 210 21 317 2 394 1 499	214 608 384 204 211 10 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(16 223)	83 103
PARTICIPATION DES SALAIRES	106 005	96 046
IMPOTS SUR LES BENEFICES	171 553	(82 400)
<i>Total des produits</i> <i>Total des charges</i>	<i>86 253 545</i> <i>85 546 847</i>	<i>89 376 146</i> <i>88 525 515</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	706 697	850 630
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier Produits financiers concernant les entreprises liées Charges financières concernant les entreprises liées	260 000	149 700 400 000

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a accordé un abandon de créances à sa filiale SALOME pour un montant de 260 000 euros.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement ANCC n°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 20 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	20 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	6 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Le coût d'acquisition des stocks est constitué du prix d'achat, y compris les droits de douanes et autres taxes non récupérables, après déduction des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 3 014 actions représentant un capital de 500 000 euros.

Fonds commercial

* 1987 : Fonds industriel BONOTTO	45 735
* 1991 : Point presse	30 490
* 1993 : Poissonnerie	68 602
* 1993 : Electro-ménager (MULTICODIS)	395 439
	540 266

Mali technique

	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISON	NET
* Terrain (S.C.I. BAGATELLE)	157 359			157 359
Absorption de la société S.C.I. BAGATELLE en janvier 2007				
<i>Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles ou financières diverses.</i>				

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	760 952		157 359	603 593
Immobilisations corporelles	32 225 713	534 227	17 460	32 742 480
Immobilisations financières - titres	3 071 728	9 161	2 394	3 078 495
Immobilisations financières - créances	1 497 749		231 974	1 265 774
	37 556 141	543 389	409 188	37 690 342

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	54 505	3 873		58 379
Immobilisations corporelles	13 019 210	1 802 633	17 460	14 804 383
	13 073 716	1 806 506 (*)	17 460	14 862 761
(*) Dont dotation : . linéaire		1 453 945		
. dégressive		351 062		
. exceptionnelle		1 499		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	92 867	8 000		100 867
Dépréciations de l'actif immobilisé	214 269	19 799		234 068
Dépréciations de l'actif circulant	4 100	2 000	4 100	2 000
	311 236	29 799 (*)	4 100 (*)	336 935
(*) Dont : . exploitation		10 000	4 100	
. financier		19 799		
. exceptionnel				

(1) Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent des litiges prud'homaux.

Biens pris en crédit-bail	Néant
----------------------------------	--------------



Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	1 265 774		1 265 774
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	2 942 628	2 883 170	59 458
Créances diverses	1 706 100	511 280	1 194 821
Charges constatées d'avance	254 838	254 838	
	6 169 340	3 649 287	2 520 053

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 134 946	2 134 946		
Emprunts bancaires (1)	14 010 157	2 226 401	7 042 933	4 740 823
Emprunts & dettes financières divers (2)	87 084	77 753	9 332	
Avances, acompte reçus sur commandes	129 792	129 792		
Dettes d'exploitation	8 996 538	8 996 538		
Dettes diverses	246 921	246 921		
Produits constatés d'avance				
	25 605 438	13 812 350	7 052 265	4 740 823

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 43 781

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 705 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 120 902

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 77 753

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice -
- Plus-value latente à la fin de l'exercice -

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter.

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	12
- Agents de maîtrise	25
- Employés	252
	289

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 326 232 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement, de formation, de recrutement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir au taux de 7% sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 330 572 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations financières	2 394	8 987
Pénalités et amendes	317	
Charge liée au parrainage	21 000	
Dotation aux amortissements sur immobilisations mise au rebut	1 499	
	25 211	8 987



Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	-
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	106 005

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun majorée de la contribution 3 % sur les distributions de dividendes, diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

Le groupe fiscal est composé de la société avec sa filiale SALOME 1.

La société mère conserve l'économie d'impôt générée par le déficit d'une filiale.

Le produit d'impôt sur les sociétés est comptabilisé en diminution du poste "Impôt sur les bénéfices".

Le poste Impôt sur les bénéfices n'appelle pas de remarques particulières.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose ainsi :

- impôt sur les sociétés au taux normal	258 903
- Contribution 3% sur les distributions de dividendes	18 084
- économie déficit filiale de l'exercice	-89 303
- réduction impôt mécénat	-16 131
	171 553

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	212 190
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	-40 637
	171 553

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	62 449
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	27 678

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce ou gage sans dépossession).



Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	17 846 698	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ 681 900 €

Entreprises liées

	S.A.R.L. SALOME 1	S.A.R.L. MULTICODIS
Participations (avant dépréciation)	19 799	1 369 297
Créances rattachées à des participations	779 536	110 980
Autres créances d'exploitation	-	201 668
Créances diverses	952	3 315
Emprunts et dettes financières divers	12 183	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 314	-
Autres produits d'exploitation (loyers)	-	164 251
Produits de participation	-	-
Charges financières	260 000	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A.R.L. SALOME 1 1230 Rue de l'Abbaye 82000 MONTAUBAN	S.A.R.L. MULTICODIS Av de la 1 ^{re} armée 82000 MONTAUBAN
Capital	20 000	100 000
Capitaux propres autres que le capital	-449 296	259 765
Quote-part du capital détenu	99.00%	99.80%
Valeur brute des titres détenus	19 799	1 369 297
Valeur nette des titres détenus	0	1 369 297
Prêts et avances consentis	779 536	110 980
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 509 162	1 418 137
Résultat du dernier exercice clos	3 443	-17 551
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %

	S.C. LEON EXPANSION Zac de Villejames 44350 GUERANDE
Capital	22 867
Capitaux propres autres que le capital	-1 276
Quote-part du capital détenu	16.67%
Valeur brute des titres détenus	4 269
Valeur nette des titres détenus	-
Prêts et avances consentis	-
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	-
Résultat du dernier exercice clos	-1 276
Dividendes encaissés	-

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.

SODIBAG
Société Anonyme Au capital de 500 000 euros
Siège social : Rue de l'Abbaye - 82000 MONTAUBAN
319 822 953 RCS MONTAUBAN

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 31 AOUT 2017
--

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 28 février 2017

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 706 697,27 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice 706 697,27 euros
En totalité au compte "autres réserves".

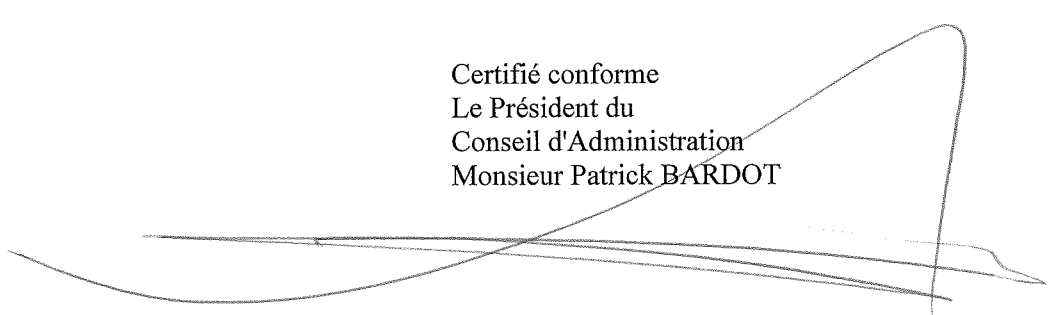
Conformément à la loi, l'Assemblée Générale constate que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice	Total des sommes distribuées	Nombre d'actions concernées	Réfaction sur les dividendes (Article 158.3.2 CGI)	
			Dividende éligible	Dividende non éligible
28/02/2014	599 786 €	3 014	597 597 €	2 189 €
28/02/2015	/	3 014	/	/
29/02/2016	400 862 €	3 014	399 399 €	1 463 €
AGO du 27/01/2017	201 938 €	3 014	201 201 €	737 €

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 31 août 2017

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Certifié conforme
Le Président du
Conseil d'Administration
Monsieur Patrick BARDOT



David DECOURS
Eliane DULAC
José GONCALVES
Eric GUILLEN
Franck HUYGHE
Carole LEJAS
Cédric LHOTE
Christophe POT
Bruno POURTALE
Guillaume TARDY

Experts Comptables
Commissaires aux Comptes
Associés

S.A. SODIBAG

Rue de l'Abbaye
82000 MONTAUBAN

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 28 Février 2017

Siège social Périgny (17180) :	3-5 Avenue Bernard Moitessier CS 80009	Tél. : (33) 05.46.42.42.85	Fax : (33) 05.46.43.45.24	Email : valliance@exco.fr
Rochefort (17300) :	6, Rue Antoine Chanzy	Tél. : (33) 05.46.82.30.50	Fax : (33) 05.46.87.59.63	
Royan (17200) :	8, Avenue des Vagues	Tél. : (33) 05.46.08.02.82	Fax : (33) 05.46.08.02.83	
Saintes (17100) :	8, Allée du 14 Juillet	Tél. : (33) 05.46.92.33.80	Fax : (33) 05.46.95.01.37	
Barbezieux Saint Hilaire (16300) :	32, Boulevard Chanzy	Tél. : (33) 05.45.78.31.84	Fax : (33) 05.45.78.96.69	
Jarnac (16200) :	38, Rue Pasteur	Tél. : (33) 05.45.81.17.99	Fax : (33) 05.45.81.78.36	
St Yrieix sur Charente (16710) :	Rue du Petit Rouillac RD 57 - Les Grands Champs	Tél. : (33) 05.45.39.49.93	Fax : (33) 05.45.38.82.94	
Lormont (33310) :	Quai Carriet	Tél. : (33) 05.57.19.14.24	Fax : (33) 05.57.19.14.34	
Mérignac (33706) :	2, Avenue Henry Le Chatelier BP 60122	Tél. : (33) 05.56.16.78.00	Fax : (33) 05.56.16.78.01	Email : valliance.fp@exco.fr

Bureaux à l'Etranger : Cracovie, Gdansk, Poznań, Radom, Varsovie, Wrocław (Pologne) – Porto (Portugal)

Site internet : www.excovalliance.fr / Blog : exco-valliance-blog.fr

Membre de EXCO Valliance - SA à Conseil d'Administration au capital de 38 112 € - B 351 216 031 RCS La Rochelle – FR 58 351 216 031
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts-comptables et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de Poitiers

S.A. SODIBAG

Société anonyme au capital de 500.000 Euros

SIEGE SOCIAL : Rue de l'Abbaye – 82 000 MONTAUBAN

SIRET: 319 822 953 00018

R.C.S MONTAUBAN: 319 822 953

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 28 février 2017 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société SODIBAG, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I – OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit consiste à examiner, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier :

- ↳ les principes comptables suivis,
- ↳ les estimations significatives retenues,
- ↳ la présentation d'ensemble des comptes.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

II – JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

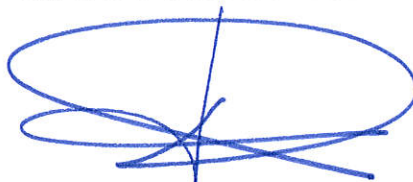
III – VERIFICATIONS ET INFORMATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Périgny, le 14 août 2017.

Le Commissaire aux comptes,
S.A. EXCO VALLIANCE AUDIT.



Franck HUYGHE.



BILAN

ACTIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois			Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
	BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	NET	NET
ACTIF IMMOBILISE	37 690 341	15 096 828	22 593 513	24 268 156
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (1)	603 592	58 378	545 213	706 446
CONCESS., BREVETS, DROITS SIMILAIRES	63 327	58 378	4 948	8 821
FONDS COMMERCIAL (1)	540 265		540 265	697 624
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	32 742 480	14 804 382	17 938 097	19 206 502
TERRAINS	6 127 419	948 179	5 179 239	5 281 700
CONSTRUCTIONS	17 116 673	7 098 633	10 018 040	10 794 918
INST TECHN, MATERIEL & OUTILLAGE	7 195 344	5 214 643	1 980 701	2 430 161
IMMOBILISATIONS CORPORELLES DIVERSES	2 303 042	1 542 925	760 116	699 721
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)	4 344 269	234 067	4 110 201	4 355 208
PARTICIPATIONS	1 589 096	219 799	1 369 297	1 389 096
CREANCES RATTACH. A PARTICIPATIONS	1 181 149		1 181 149	1 381 087
TITRES IMMOBILISES DIVERS	1 489 399	14 268	1 475 130	1 468 363
PRETS	44 624		44 624	76 661
IMMOBILISATIONS FINANCIERES DIVERSES	40 000		40 000	40 000
ACTIF CIRCULANT	14 046 099	2 000	14 044 099	13 804 519
STOCKS ET EN-COURS	8 776 417		8 776 417	8 541 306
MATIERES PREMIERES, AUTRES APPROV.	24 977		24 977	28 892
MARCHANDISES	8 751 439		8 751 439	8 512 414
CREANCES D'EXPLOITATION (3)	2 942 627	2 000	2 940 627	3 280 063
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	108 234	2 000	106 234	121 952
AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION	2 834 392		2 834 392	3 158 111
CREANCES DIVERSES (3)	1 706 100		1 706 100	1 473 688
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				51 249
DISPONIBILITES	366 116		366 116	182 382
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE (3)	254 837		254 837	275 829
TOTAL GENERAL	51 736 441	15 098 828	36 637 612	38 072 676
(1) Dont droit au bail			68 602	68 602
(2) Dont à moins d'un an				
(3) Dont à plus d'un an			1 254 279	966 045



BILAN

PASSIF	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
CAPITAUX PROPRES	10 931 307	10 827 409
CAPITAL	500 000	500 000
PRIMES D'EMISSION, DE FUSION, D'APPORT	1 804 090	1 804 090
RESERVES	7 920 519	7 672 688
RESERVE LEGALE	50 000	50 000
AUTRES RESERVES	7 870 519	7 622 688
RESULTAT DE L'EXERCICE	706 697	850 630
RAPPEL CAPITAUX PROPRES	10 931 307	10 827 409
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	100 867	92 867
PROVISIONS POUR RISQUES	100 867	92 867
DETTES (1)	25 605 438	27 152 399
DETTES FINANCIERES (2)	16 232 187	17 607 202
EMPRUNTS ET DETTES AUPRES DES ETS DE CREDIT (2)	16 145 103	17 523 044
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	87 084	84 158
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES	129 791	122 566
DETTES D'EXPLOITATION	8 996 537	9 128 150
DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES	6 280 279	6 429 755
DETTES FISCALES ET SOCIALES	2 647 590	2 627 379
AUTRES DETTES D'EXPLOITATION	68 668	71 016
DETTES DIVERSES	246 921	294 479
ETAT : IMPOTS SUR LES BENEFICES	796	
AUTRES DETTES DIVERSES	246 124	294 479
TOTAL GENERAL	36 637 612	38 072 676
(1) Dont à plus d'un an	11 793 088	13 335 522
Dont à moins d'un an	13 812 350	13 816 877
(2) Dont concours bancaires & soldes créditeurs de banques	2 091 165	2 048 103



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	86 218 245	88 846 046
VENTES DE MARCHANDISES	84 266 429	86 152 890
PRODUCTION VENDUE (BIENS)	86 030	85 116
PRODUCTION VENDUE (SERVICES)	1 110 921	949 720
MONTANT NET DU CHIFFRE D'AFFAIRES	85 463 382	87 187 728
REPRISES SUR PROVISIONS	4 100	9 250
TRANSFERTS DE CHARGES	502 757	922 277
AUTRES PRODUITS	248 006	726 790
CHARGES D'EXPLOITATION	84 564 873	87 351 286
ACHATS DE MARCHANDISES	65 166 716	67 037 728
VARIATION DES STOCKS	(239 025)	(399 187)
ACHATS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENTS	188 530	227 826
VARIATION DES STOCKS	3 914	2 391
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES (*)	7 592 685	7 825 188
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	1 536 994	1 583 244
SALAIRES ET TRAITEMENTS	6 588 883	7 098 505
CHARGES SOCIALES	1 882 847	1 935 893
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS SUR IMMOBILISATIONS	1 805 006	1 795 489
DOTATIONS AUX PROVISIONS SUR ACTIF CIRCULANT	2 000	4 100
DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	8 000	70 000
AUTRES CHARGES	28 320	170 104
RESULTAT D'EXPLOITATION	1 653 372	1 494 760
PRODUITS FINANCIERS	26 312	232 388
PARTICIPATIONS	16 527	218 725
VALEURS MOBILIERES ET CREANCES DE L'ACTIF IMMOBILISE	2 275	1 367
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DIVERS	7 509	11 994
PRODUITS NETS SUR CESSIONS VAL MOBILIERES PLACEMENT		300
CHARGES FINANCIERES	679 205	945 975
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	19 799	
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES	659 406	945 975
RESULTAT FINANCIER	(652 893)	(713 586)
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	1 000 479	781 173



COMPTE DE RESULTAT

	Clôture au 28/02/17 Durée 12 mois	Clôture au 29/02/16 Durée 12 mois
PRODUITS EXCEPTIONNELS	8 987	297 711
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	8 987	297 711
CHARGES EXCEPTIONNELLES	25 210	214 608
SUR OPERATIONS DE GESTION	21 317	384
SUR OPERATIONS EN CAPITAL	2 394	204 211
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	1 499	10 012
RESULTAT EXCEPTIONNEL	(16 223)	83 103
PARTICIPATION DES SALAIRES	106 005	96 046
IMPOTS SUR LES BENEFICES	171 553	(82 400)
<i>Total des produits</i>	<i>86 253 545</i>	<i>89 376 146</i>
<i>Total des charges</i>	<i>85 546 847</i>	<i>88 525 515</i>
BENEFICE NET COMPTABLE	706 697	850 630
* Dont crédit-bail mobilier et immobilier		
Produits financiers concernant les entreprises liées		149 700
Charges financières concernant les entreprises liées	260 000	400 000

ANNEXE

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

La société a accordé un abandon de créances à sa filiale SALOME pour un montant de 260 000 euros.

EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Aucun événement postérieur à la clôture de l'exercice, pouvant avoir un impact significatif sur les comptes, n'est connu à la date d'arrêté des comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Le bilan et le compte de résultat sont établis conformément aux dispositions légales et pratiques comptables généralement admises, et dans le respect des principes comptables fondamentaux : prudence, continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables et indépendance des exercices.

Les principales méthodes comptables utilisées sont les suivantes :

Immobilisations incorporelles

Les logiciels informatiques sont comptabilisés à leur coût d'acquisition. Les amortissements pour dépréciation sont calculés sur une durée de 12 mois.

Ils n'ont pas fait l'objet d'amortissement dérogatoire compte tenu de l'absence de caractère significatif.

Le fonds commercial ne fait pas l'objet d'amortissement n'ayant pas de durée de vie limitée.

En application des dispositions du règlement ANCC n°2015-06, un test de dépréciation a été mené afin de s'assurer de la nécessité ou non de déprécier le fonds en raison du fait que sa valeur actuelle est supérieure à sa valeur nette comptable.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire et dégressif, en fonction de la durée d'utilisation prévue, et en accord avec les pratiques professionnelles du secteur d'activité suivantes :

- Agencements des terrains :	10 à 20 ans	- Matériel d'exploitation :	5 à 10 ans
- Constructions :	20 à 25 ans	- Matériel de transport :	4 à 5 ans
- Agencements des constructions :	10 à 15 ans	- Matériel de bureau :	3 à 5 ans
- Agencements divers :	6 à 10 ans	- Mobilier de bureau :	10 ans

Compte tenu de l'absence d'écart significatif avec la dépréciation des immobilisations, l'amortissement dégressif n'a pas fait l'objet d'un retraitement en mode dérogatoire.

L'absence de visibilité sur les cessions de biens conduit à ne pas prendre en compte leurs valeurs résiduelles dans la base de calcul des amortissements.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur actuelle (vénale ou d'usage) est inférieure à la valeur nette comptable.

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est comptabilisée du montant de la différence.

Stocks

Le coût d'acquisition des stocks est constitué du prix d'achat, y compris les droits de douanes et autres taxes non récupérables, après déduction des rabais commerciaux, remises et autres éléments similaires.

Une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Pour les créances, une dépréciation est comptabilisée lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à leur valeur comptable.

NOTES RELATIVES A CERTAINS POSTES DU BILAN

Capital

Le capital social se compose de 3 014 actions représentant un capital de 500 000 euros.

Fonds commercial

* 1987 : Fonds industriel BONOTTO	45 735
* 1991 : Point presse	30 490
* 1993 : Poissonnerie	68 602
* 1993 : Electro-ménager (MULTICODIS)	395 439
	540 266

Mali technique

	BRUT	AMORTISSEMENT	PROVISION	NET
* Terrain (S.C.I. BAGATELLE)	157 359			157 359

Absorption de la société S.C.I. BAGATELLE en janvier 2007

Conformément au règlement ANC 2015-06, le mali technique a été reclassé en fonction de sa nature, sur les lignes du bilan immobilisations incorporelles ou corporelles ou financières diverses.

Immobilisations	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	760 952		157 359	603 593
Immobilisations corporelles	32 225 713	534 227	17 460	32 742 480
Immobilisations financières - titres	3 071 728	9 161	2 394	3 078 495
Immobilisations financières - créances	1 497 749		231 974	1 265 774
	37 556 141	543 389	409 188	37 690 342

Amortissements	DEBUT EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	FIN EXERCICE
Immobilisations incorporelles	54 505	3 873		58 379
Immobilisations corporelles	13 019 210	1 802 633	17 460	14 804 383
	13 073 716	1 806 506 (*)	17 460	14 862 761
(*) Dont dotation :		1 453 945		
. linéaire				
. dégressive		351 062		
. exceptionnelle		1 499		

Provisions et dépréciations	DEBUT EXERCICE	DOTATIONS	REPRISES	FIN EXERCICE
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
Provisions pour risques et charges (1)	92 867	8 000		100 867
Dépréciations de l'actif immobilisé	214 269	19 799		234 068
Dépréciations de l'actif circulant	4 100	2 000	4 100	2 000
	311 236	29 799 (*)	4 100 (*)	336 935
(*) Dont :		10 000	4 100	
. exploitation				
. financier		19 799		
. exceptionnel				

(1) Les dotations aux provisions pour risques et charges correspondent des litiges prud'homaux.

Biens pris en crédit-bail

Néant

Créances : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	A PLUS D'UN AN
Créances de l'actif immobilisé	1 265 774		1 265 774
Acomptes versés sur commandes			
Créances d'exploitation	2 942 628	2 883 170	59 458
Créances diverses	1 706 100	511 280	1 194 821
Charges constatées d'avance	254 838	254 838	
	6 169 340	3 649 287	2 520 053

Dettes : état des échéances

	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE	A UN AN AU PLUS	DE UN A CINQ ANS	A PLUS DE CINQ ANS
Concours bancaires courants (*)	2 134 946	2 134 946		
Emprunts bancaires (1)	14 010 157	2 226 401	7 042 933	4 740 823
Emprunts & dettes financières divers (2)	87 084	77 753	9 332	
Avances, acompte reçus sur commandes	129 792	129 792		
Dettes d'exploitation	8 996 538	8 996 538		
Dettes diverses	246 921	246 921		
Produits constatés d'avance				
	25 605 438	13 812 350	7 052 265	4 740 823

(*) Y compris intérêts courus sur emprunts bancaires 43 781

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit souscrits en cours d'exercice 705 000

(1) Emprunts auprès des établissements de crédit remboursés en cours d'exercice 2 120 902

(2) Dont dettes souscrites auprès des associés personnes physiques et morales 77 753

Comptes rattachés et comptes de régularisation

Les charges à payer, produits à recevoir et charges constatées d'avance ne nécessitent pas d'informations particulières.

Valeurs mobilières de placement

- Plus-value latente au début de l'exercice	-
- Plus-value latente à la fin de l'exercice	-

NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**Chiffre d'affaires**

Il provient de l'exploitation d'un hypermarché, et de ventes sur internet à emporter.

Il est réalisé exclusivement en France.

Ventilation de l'effectif moyen

L'effectif moyen correspond à la moyenne arithmétique des effectifs à la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable. Les salariés employés à temps partiel ne sont pas « proratisés » et le personnel intérimaire n'est pas pris en compte. Il se décompose ainsi :

- Cadres	12
- Agents de maîtrise	25
- Employés	252
	289

Rémunérations des dirigeants

En application du principe du respect du droit des personnes, cette rubrique n'est pas servie car elle aurait pour effet de fournir des informations de caractère individuel.

Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)

Le CICE a pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

A cet effet, le CICE 2015, qui s'élève à 326 232 €, a été utilisé pour le financement des efforts de l'entreprise en matière d'investissement, de formation, de recrutement.

Pour les salaires versés en 2016, il a été comptabilisé un CICE calculé au taux de 6 % sur les salaires inférieurs à 2,5 fois le SMIC, ainsi qu'un produit à recevoir au taux de 7% sur les salaires versés depuis le 1^{er} janvier 2017.

L'impact de ce crédit d'impôt sur le compte de résultat se traduit par une réduction du poste « charges sociales » pour un montant de 330 572 €.

Résultat exceptionnel	Charges	Produits
Cession d'immobilisations financières	2 394	8 987
Pénalités et amendes	317	
Charge liée au parrainage	21 000	
Dotation aux amortissements sur immobilisations mise au rebut	1 499	
	25 211	8 987

Participation des salariés

Dans ce poste, figurent les sommes comptabilisées au titre de :

- La participation des salariés (ordonnance du 21/10/1986)	-
- L'intéressement des salariés (loi du 07/11/1990)	106 005

Taux de l'impôt sur les bénéfices

Le poste Impôt sur les bénéfices comprend une charge d'impôt sur les sociétés calculée au taux de droit commun majorée de la contribution 3 % sur les distributions de dividendes, diminuée de crédits d'impôts.

Intégration fiscale

Le groupe fiscal est composé de la société avec sa filiale SALOME 1.

La société mère conserve l'économie d'impôt générée par le déficit d'une filiale.

Le produit d'impôt sur les sociétés est comptabilisé en diminution du poste "Impôt sur les bénéfices".

Le poste Impôt sur les bénéfices n'appelle pas de remarques particulières.

La charge d'impôt sur les sociétés se décompose ainsi :

- impôt sur les sociétés au taux normal	258 903
- Contribution 3% sur les distributions de dividendes	18 084
- économie déficit filiale de l'exercice	-89 303
- réduction impôt mécénat	-16 131
	171 553

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

- Impôt concernant le résultat courant avant impôts	212 190
- Impôt concernant le résultat exceptionnel	-40 637
	171 553

Situation fiscale latente

Impôt sur les sociétés payé d'avance provenant des décalages dans le temps entre le régime fiscal et le traitement comptable de produits ou de charges :

- Situation au début de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	62 449
- Situation à la fin de l'exercice (au taux de 33 1/3 %)	27 678

AUTRES INFORMATIONS**Dettes garanties par des sûretés réelles**

L'ensemble des emprunts à moyen ou long terme contractés auprès d'établissements de crédit est garanti par des sûretés réelles (nantissement du fonds de commerce ou gage sans dépossession).

Engagements financiers

	DONNES	RECUS
Cautions, avals, garanties concernant les filiales	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les participations	-	-
Cautions, avals, garanties concernant les dirigeants	-	-
Cautions, avals, garanties concernant des sociétés de même enseigne	17 846 698	-
Effets escomptés et non échus	-	-
Marge non utilisée des crédits confirmés	-	-
Emprunts obtenus non encaissés	-	-

Engagements de retraite

Les engagements de retraite résultent de l'application de la convention collective nationale du commerce à prédominance alimentaire.

Ils n'ont pas fait l'objet d'une provision comptabilisée au bilan.

Une estimation de ces engagements est donnée ci-après en retenant tous les salariés.

Les hypothèses de calcul sont les suivantes :

- départ uniforme de tous les salariés à l'âge de 62 ans, de façon volontaire ;
- calcul pour tous les salariés présents à la date de clôture de l'exercice social ;
- exclusion des dirigeants et mandataires sociaux en l'absence d'engagements formels ;
- valorisation établie à la date de clôture de l'exercice ;
- calcul effectué sur la base du salaire brut moyen mensuel ;
- évolution annuelle des rémunérations brutes : + 2 % ;
- taux d'actualisation annuel à la clôture de l'exercice : 3 % ;
- montant déterminé avec incidence des charges sociales et fiscales (taux moyen retenu : 36 %) ;
- critère de turn-over du personnel : faible ;
- table de mortalité : 2015.

Le montant des indemnités ainsi déterminé s'élève à environ..... 681 900 €

Entreprises liées

	S.A.R.L. SALOME I	S.A.R.L. MULTICODIS
Participations (avant dépréciation)	19 799	1 369 297
Créances rattachées à des participations	779 536	110 980
Autres créances d'exploitation	-	201 668
Créances diverses	952	3 315
Emprunts et dettes financières divers	12 183	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	57 314	-
Autres produits d'exploitation (loyers)	-	164 251
Produits de participation	-	-
Charges financières	260 000	-

Filiales & participations à plus de 50 %

	S.A.R.L. SALOME 1 1230 Rue de l'Abbaye 82000 MONTAUBAN	S.A.R.L. MULTICODIS Av de la 1 ^{re} armée 82000 MONTAUBAN
Capital	20 000	100 000
Capitaux propres autres que le capital	-449 296	259 765
Quote-part du capital détenu	99.00%	99.80%
Valeur brute des titres détenus	19 799	1 369 297
Valeur nette des titres détenus	0	1 369 297
Prêts et avances consentis	779 536	110 980
Cautions & avals donnés	-	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	1 509 162	1 418 137
Résultat du dernier exercice clos	3 443	-17 551
Dividendes encaissés	-	-

Filiales & participations entre 10 & 50 %

	S.C. LEON EXPANSION Zac de Villejames 44350 GUERANDE
Capital	22 867
Capitaux propres autres que le capital	-1 276
Quote-part du capital détenu	16.67%
Valeur brute des titres détenus	4 269
Valeur nette des titres détenus	-
Prêts et avances consentis	-
Cautions & avals donnés	-
Chiffre d'affaires H.T. dernier exercice	-
Résultat du dernier exercice clos	-1 276
Dividendes encaissés	-

Honoraires de commissariat aux comptes

Les honoraires de commissariat aux comptes concernent exclusivement la mission d'audit légal des comptes annuels.